

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 6 NOVEMBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX 0,50 F.

EDITORIAL

USA ELECTIONS JIMMY CARTER: NOUVEAU VISAGE! MEME POLITIQUE!

Ainsi, c'est Jimmy Carter qui est maintenant le nouveau chef de l'impérialisme américain.

Un "démocrate" succède à un "républicain". Chacun son tour. Et la presse bourgeoise ne tarit pas d'éloge sur les vertus de l'alternance bipartiste, joyau des démocraties bourgeoises. Certains vont même jusqu'à trouver les raisons de l'élection de Carter dans la "volonté de changement du peuple américain". S'il est vrai que tous les scandales qui avaient éclaboussé l'administration Nixon (notamment "Watergate"), aura quelque peu rejailli sur Ford, il n'en reste pas moins que lorsque le peuple américain aura pris la décision de changer les choses, il se gardera bien de faire appel à de tels hommes.

La bourgeoisie américaine préfère donc changer d'homme de main.

En fait ce sont les mêmes avec des visages différents qui aujourd'hui, remplacent l'équipe Ford. C'est cela la démocratie bourgeoise : une démocratie hypocrite, faite pour les trusts, les monopoles, les capitalistes.

C'est bien tout cela qui explique le mal fou qu'auront eu Ford et Carter à se démarquer l'un et l'autre politiquement pendant la campagne électorale. Et, ne pouvant le faire, parce qu'ayant au fond le même programme, ce sont la publicité et les millions de dollars qui les ont démarqués. Tout comme on lance une nouvelle marque de dentifrice, on a lancé Carter et relancé Ford. C'est à celui qui aura pu financer le plus de chaînes de télévision, de grands journaux et qui aura proposé les marchés les plus alléchants aux capitalistes et aux trusts que sera allée la victoire, sans compter la démagogie vis à vis des noirs.... C'est cela la démocratie bourgeoise.

Carter élu, ce seront les mêmes capitalistes qui continueront à exploiter féroceement des millions de travailleurs, ce seront les mêmes sociétés qui continueront à piller et exploiter des continents entiers en laissant croupir dans la famine des millions d'Africains, d'Asiatiques et de Latino-Américains, ce seront encore des menaces de guerre et de répression de par le monde tout comme au Vietnam et au Chili, ce sera encore l'exploitation de 22 millions de

Suite page 2

HAROUN TAZIEFF PARLE :

Nous publions intégralement une interview d'Haroun Tazieff réalisée par nos camarades à Paris, il y a quelques jours.

Combat Ouvrier : Mr. Tazieff, l'évolution de la situation de la Soufrière semble vous donner raison ?

Tazieff : La situation ne semble pas me donner raison. Elle m'a donné raison. Ma dernière précision date du 1er septembre pour 10 à 15 jours. Pour la 4^{ème} fois, la situation a donné raison à mes prévisions. Je ne puis toutefois aller au-delà sans une étude sur place.

C.O. : Pouvez-vous nous confirmer qu'il n'y a pas d'éruption possible ?

T. : On ne peut dire qu'il n'y a pas d'éruption possible. On ne peut dire si l'activité du volcan touche à sa fin, ou si elle va repartir de plus belle. Elle peut repartir. C'est tout à fait possible quoi que peu probable compte tenu de ce que l'on sait à l'heure actuelle. Même si elle repartait, cela ne veut pas dire qu'elle repartira vers une éruption cataclysmale.

C.O. : Pensez-vous qu'il faut maintenant la population en haleine ?

T. : Je viens d'envoyer un article à l'Encyclopédie Universalis dans lequel j'in-

dique que la population - tant de Guadeloupe que d'ailleurs de métropole - ne doit pas être tenue dans un état de mineur. C'est à dire qu'on ne doit pas lui ordonner de s'en aller, de rentrer, de manger, d'aller au lit. Elle doit être traitée en adulte. Il faut lui expliquer ce qu'est le volcan, quels sont les risques. Il faut aussi lui expliquer la faible probabilité d'une éruption. Pour les gens, dans les Antilles, qu'elles soient françaises ou non, une éruption c'est tout de suite une éruption du type de celle de la Montagne Pelée en 1902. Ce n'est pas juste. Une éruption de ce type est une exception.

Quand il y a crise volcanique, il faut tenir la population au courant de l'évolution de la situation, lui dire :

- si vous avez peur, partez
- si vous avez un peu peur, éloignez-vous un peu
- si vous n'avez pas peur, restez.

Mais pour ceux qui partent, il faut prévoir une logistique de repli et des facilités de réinstallation pour le retour.

Cela est tout à fait différent d'un ordre donné par les autorités. Celles-ci prennent l'avis de gens compétents qui peuvent se tromper. Vous savez le di-

Suite page 2

martinique

LA "FAILLITE" DE LA SMET : UN BLUFF QUI A REUSSI

La grève lock-out de la SMET est terminée. La manœuvre patronale jouée sur deux tableaux a parfaitement réussi : soixante ouvriers ont été licenciés, l'entreprise a reçu 400 millions de la préfecture.

Ainsi que nous l'avions prévu, la menace de "faillite" de la SMET n'était qu'un bluff, bluff visible car une entreprise ne peut fermer lorsqu'elle a cinq chantiers ouverts et un qui doit ouvrir incessamment.

Pourquoi donc cette mise en scène pendant laquelle la Société a lock-outé 300 ouvriers pendant dix jours ? Tout simplement parce que les patrons de la SMET qui comptaient licencier soixante ouvriers, se trouvaient avec la menace d'une grève pour empêcher les licenciements.

Alors le patronat fit froidement ce

calcul : menacer de licencier tout le monde et comme cela les ouvriers oublieraient les soixante licenciements réels et le gouvernement se mettrait en quatre pour fournir l'argent.

C'est ce qui est arrivé. Et il faut dire que le patronat a bien été aidé dans sa tâche par le dirigeant syndical qui n'a pas eu un problème : que les ouvriers soient payés. Et qui n'a jamais dénoncé le bluff de la SMET.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

6^{ème} supplément au mensuel N° 67

gnostic est très difficile à faire.

C.O. Mais malgré tout, ne faut-il pas donner une direction, une appréciation ?

T. Il ne faut pas donner d'avis formels, mais comme vous l'avez dit une appréciation. A la population de décider elle même ce qu'elle fait.

C.O. Que pensez-vous du fait que les spécialistes étrangers venus en Guadeloupe, confirmaient les affirmations d'Allègre ?

T. Ces spécialistes étrangers ont été invités par Allègre. Il est difficile à un invité de dire que la soupe qu'on lui sert est mauvaise. La plupart d'entre eux n'avaient jamais vu un volcan en activité ou ils en avaient vu deux ou trois, moi, j'en ai étudié des centaines.

C.O. Il y a, paraît-il, des erreurs dans les analyses des cendres. Est-ce vrai ?

T. Il y a eu des erreurs. Des erreurs impardonnables, inacceptables, dans les analyses. Ces erreurs ont donné des arguments à Brousse et à Allègre.

Mais le 15 septembre, Allègre savait qu'il y avait eu des erreurs. Il l'a gardé pour lui. Je vous donne là une lettre ouverte que j'ai envoyée à Allègre à ce sujet.

C.O. vous avez proposé un plan à Stirn pour apprendre aux habitants à vivre avec le volcan. Qu'en est-il exactement ?

T. C'est justement ce dont je parle dans mon article à Encyclopédie Universalis.

Je pense que la meilleure façon d'agir est la méthode utilisée par les Chinois pour minimiser les effets des tremblements de terre, qui sont plus meurtriers que les volcans. En Chine, la population entière a été éduquée. Elle a été invitée à participer aux prévisions en observant tous les indices possibles (tarissement des sources, comportement des animaux...). Toutes ces observations sont synthétisées par les sismologues. Lorsque ceux-ci donnent leurs conclusions, la population est consciente.

C.O. Nous avons appris ce matin dans les journaux votre radiation à l'IPG.

T. Ah, cela c'est le règlement de comptes Allègre-Tazieff. Allègre a été placé récemment à la place de Jobert à la direction, de l'IPG. Il devient ainsi hiérarchiquement mon supérieur. Ainsi il a pu me régler mon compte.

C.O. Là bas, les discussions sur la Soufrière ont pris l'aspect d'un règlement de comptes avec Brousse.

T. Non. Il ne s'agit pas d'un règlement de compte avec Brousse. Seulement avec Allègre. Brousse a paniqué. Il a dit des choses inacceptables à mon sujet. Ce que j'ai dit de lui est vrai. Je puis le redire aujourd'hui.

Brousse est incompetent, il manque de sang froid. Il n'a pas le sens des responsabilités. C'est d'ailleurs cela qui a entraîné l'attitude des autorités, attitude qui a ruiné l'économie de la Guadeloupe (à cause de l'évacuation totale).

C'est une erreur impardonnable que celle de Brousse relative aux analyses. Il n'y avait pas de verre frais dans les cendres. Et cela est inacceptable car c'est sa spécialité. Il n'a pas vérifié les mesures de Melle Monéron.

C.O. Melle Monéron faisait-elle partie de votre équipe ?

T. Non. Elle faisait partie de l'équipe de Brousse.

C.O. Peut-on parler d'équipe ?

T. Les Américains ont donné un chiffre faux de tilt.

Il y avait sur place des membres de mon équipe, une équipe soudée et compétente, de mon avis. On n'en a pas tenu compte.

Je vous lis des passages d'un rapport de IPG Allègre et Aubert. Il est dit que "dans la seule journée du 29 août, un écart de 8 microradians a été mesuré, soit 20 à 30 fois plus que ce qui s'est passé à Hawaï".

Cette mesure est totalement fausse. Il le savait déjà. Il en fait état.

Il est dit plus loin.

"Le verre brunâtre enveloppant de vieux matériaux dont une partie peut être considéré comme du matériel frais directement issu du magma. La proportion de verre, très faible en juillet va augmentant. Elle atteint aujourd'hui 50 à 60% des poussières recueillies."

Or il n'y en a pas 1%. Donc il y a une détermination fausse.

En tout cas, le 15 septembre, M. Allègre savait que c'était faux. C'est là une question que je pose à Allègre dans ma lettre. Est ce qu'il a averti les autorités pour dire que son diagnostic était basé sur deux affirmations que l'on savait fausses ?

En conclusion dit ce rapport, "cette évolution reste donc très préoccupante (il est alarmiste! dit H.T.) la persistance d'un régime d'escalade (souligné dans le rapport Allègre) dans les phénomènes observés en nombre et en intensité, sismicité exponentielle, déformations, fréquences et force de plus en plus grandes des éruptions phréato-magmatiques (ce qui est faux), interdit toute interprétation optimiste de cette évolution tant qu'on ne constatera pas un renversement de tendance durable. Et ceci en dépit de quelques éléments neutres ou rassurants, tels que - la faible teneur en gaz.

la relative profondeur où se maintenaient les épicentres des séismes localisés dans le toit de la masse magmatique".

- l'avis de l'un des experts" (c'est moi! H.T.)

Alors, ceci vaut la peine d'être immortalisé, parce qu'Allègre a prétendu ne jamais avoir été alarmiste. Cela c'est la conférence de presse où il y avait toute la presse parisienne du 7 septembre, tenue dans les locaux du ministère des DOM-TOM.

C.O. Il y aura une réunion à Paris. Est

ce que vous y participerez ?

T. Vous parlez d'une réunion qui aura lieu dans 15 jours avec un pseudo jury international? J'y participe parce que si je n'y participe pas, on dira que j'ai peur. Mais je la désavoue complètement. Je désavoue d'abord sa composition. Les noms ont été donnés par l'INAG, et l'INAG a partie liée totalement avec Allègre dans toute cette aventure. Et de plus, il y a des gens qui n'ont aucune compétence en volcanologie.

C.O. Pouvez-vous proposer d'autres noms ?

T. Bien sûr. D'abord parmi les gens qui sont là, il y a des gens très bien, mais ils n'ont pas la possibilité de juger, de trancher. Je puis proposer d'autres noms d'ailleurs.

Je crois d'ailleurs qu'il n'y a pas besoin d'opposer les faits sont flagrants. Pourquoi on le réunit ? On le réunit parce que Allègre tente de sauver sa face scientifique, ridiculisée dans tout cela. C'est une affaire personnelle d'Allègre. C.O. Il y a une pétition qui circule en Guadeloupe pour vous faire revenir.

T. J'ai reçu il y a 15 jours une pétition d'environ 3500 signatures et un appel très émouvant signé par l'unanimité des membres du conseil municipal de Basse-Terre.

C.O. Répondrez vous à cet appel ?

T. Je voudrais aller en Guadeloupe la semaine prochaine parce que j'ai très peu de temps. Je dois en principe partir pour l'Antartique dans moins d'un mois. J'aurai deux ou trois jours aux environs du 6. Je voudrai en profiter. Il y a un problème aussi, c'est que maintenant ce n'est plus le ministère du plan ORSEC qui paie le voyage, et il est cher. J'espère trouver un moyen.

C.O. Est ce que une fois sur place vous aurez la possibilité de faire un certain nombre de constatations, de donner votre avis sur la situation afin que le public le sache ?

T. Sur place, ce que je compte faire, enfin nous sommes en démocratie quand même je crois, je ne vois pas pourquoi les autorités seraient opposées à ce que j'aile visiter le volcan. J'aurais peut être l'opinion plus ou moins nette.

J'en ferai part aux gens qui m'ont invité, c'est à dire Me Rodès.

Je répondrai aux questions.

C.O. Est ce que vous serez prêt à ce moment là à défendre vos opinions ?

T. Je les défends toujours. Ce qu'on me reproche justement à l'INAG et à l'IPG, c'est de défendre mes opinions mêmes si elles ne plaisent pas à tout le monde.

C.O. Sans diplomatie ?

T. Sans diplomatie. Quand je suis convaincu d'une vérité, je la défends.

° ° ° ° ° ° ° ° ° °

EDITORIAL

(suite)

noirs, avec les fusils pour les faire taire...

C'est cela la démocratie bourgeoise, surtout quand elle est celle du pays le plus riche du monde, c'est tout cela qui se cache derrière les sourires du mythique "petit marchand de cacahuètes, devenu président".

DERNIERE HEURE . A CAPESTERRE, GREVE ET MANIFESTATION

CONTRE LE MANQUE DE SECURITE POUR LES ELEVES.

Jeudi 5 novembre, grève des enseignants de Capesterre et manifestation enseignants parents d'élève dans les rues de la ville, contre le manque de sécurité pour les élèves.

A 11h, Aurousseau fait dire que la construction du pont prévu derrière le CES

et le CET, commencerait le jour même à 15 h, et qu'elle serait achevée dès le lendemain...

La mobilisation de la population a donc obligé l'administration à bouger. Affaire à suivre.